

Invitation

RÉUNION DE LANCEMENT
DE L'OBSERVATOIRE DES PRATIQUES POLICIÈRES
DE SEINE-SAINT-DENIS

MERCREDI 9 OCTOBRE À 19H30
BOURSE DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL
Salle Henri Oreste
1, place de la Libération
93016 BOBIGNY



Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



Informations : contact@obs93.org – 07 67 29 36 66

Création de l'Observatoire des pratiques policières de Seine-Saint-Denis

Depuis plusieurs années, la mise en œuvre de lois sécuritaires alimente un climat de tension entre la police et la population, au prétexte du maintien de l'ordre public. Dans les rues, les quartiers, les commissariats, les relations de la police avec la population se dégradent.

L'instrumentalisation des forces de police et de gendarmerie par le Gouvernement aboutit, de fait, à faire obstacle à l'expression de la contestation dans l'espace public, notamment par l'emploi d'armes de guerre (LBD, grenades GLI F4...), d'abord dans les quartiers populaires, à l'encontre des jeunes en particulier, puis lors des manifestations, avec pour conséquence des traumatismes, des blessures graves, ou même des mutilations.

Ces dérives dans l'emploi de la force publique, avec leur cortège de contrôles abusifs et de violences, procèdent d'une même doctrine d'engagement, non pas justifiée par l'ordre et la paix publiques, mais par un objectif de contrôle politique et social. Cela conduit à remettre en cause l'exercice des droits et des libertés, en plus d'empêcher les agents de police d'être véritablement au service de la collectivité.

Ce n'est pas nouveau, mais la période récente a vu une multiplication de cas très graves que les institutions ne reconnaissent que marginalement, quand elles ne sont pas dans le déni, quelque chose que la Seine-Saint-Denis entre autres connaît bien depuis de nombreuses années dans les rapports de la population avec la police. Les difficultés à déposer plainte, notamment pour les femmes victimes de violence, sont un autre signe du dysfonctionnement de ce service public.

*Parce que nous refusons de nous résigner face à l'iniquité,
parce que nous sommes convaincues que la diffusion de l'information et l'élargissement
du débat public sur ces questions peuvent contribuer à éveiller les consciences,
nous, organisations locales et réseaux nationaux, militantes ou habitants concernés,
spécialistes ou non,
voulons participer à documenter ces pratiques abusives, à notre échelle, depuis la prise
de décision d'engager des forces de police jusqu'au suivi judiciaire.*

Nous créons donc un observatoire des pratiques policières en Seine-Saint-Denis.

*Des observatrices et observateurs seront présents sur les lieux où s'exercent ces
pratiques et recueilleront des témoignages. Des rapports et analyses seront rendus
publics afin de sensibiliser les citoyens, les acteurs de la justice et les pouvoirs publics,
d'alimenter le débat d'intérêt général sur les libertés et d'apporter une réponse collective
à ces dérives.*